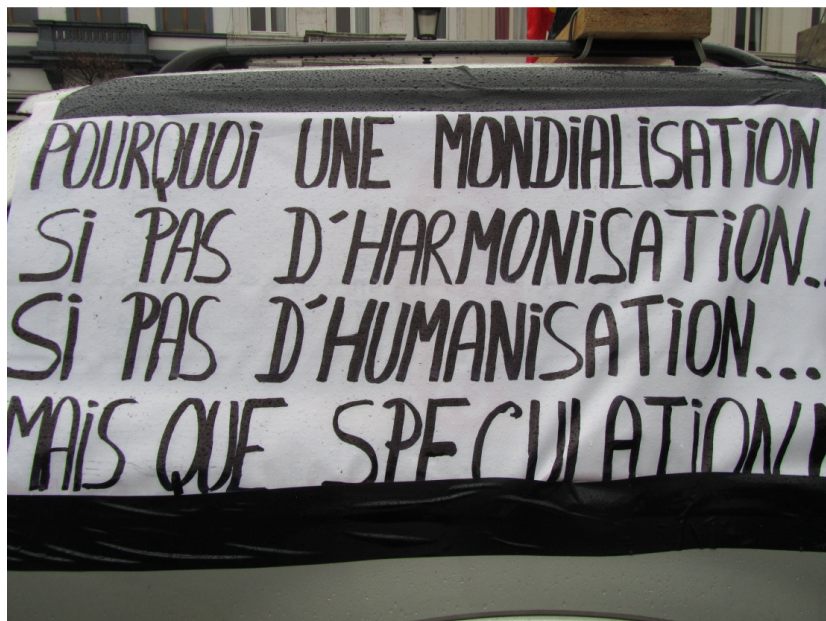


Stocks et crise alimentaire : rôle des Etats



Patrick Tjolle
Chercheur bénévole au Service Politique

Avril 2012

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**

Le 23 juin 2011, le G20 se réunissait pour signer un accord concernant l'agriculture. La création d'un Système Amélioré d'Information des Marchés (AMIS)¹ pour plus de transparence sur les données de la consommation, la production et les stocks alimentaires² y a été décidée. En parallèle, le G20 proposait de mettre en place des stocks d'urgences, principalement dans les zones les plus fragiles.

Le point sur la question des stocks avec Jacques Berthelot, économiste français.

Si le G20 abordait la question des stocks, c'est parce que tous les pays étaient encore profondément marqués par le souvenir de la crise alimentaire de 2007-2008, et tout aussi inquiets de l'avenir, face à la nouvelle flambée des prix depuis 2009. Selon Jacques Berthelot, les stocks d'urgence, bien qu'indispensables en cas de manque de nourriture (famine, catastrophes, etc.), ne sont qu'un emplâtre sur une jambe de bois. Il faut distinguer les stocks de régulation des stocks d'urgence qui eux – au contraire des premiers – ne résolvent en rien le problème structurel de la volatilité des prix. En cela, l'économiste tient les pays occidentaux entièrement responsables des flambées des prix et des crises alimentaires et sociales qui en découlent³.

L'effet domino de la flambée des prix mondiaux de l'alimentation

¹<http://archives.lesechos.fr/archives/2011/LesEchos/20960-48-ECH.htm?texte=Le%20plus%20concret,%20une%20banque%20de%20donn%C3%A9es%20internationales>, consulté le 1er décembre 2011

² La mesure des stocks mondiaux peut être faite en retranchant l'ensemble des échanges (imports et exports) de la production mondiale.

³ La crise de 2007-2008 est un phénomène complexe dont il n'est pas possible de dégager une seule causalité et donc une explication unique. L'analyse de J. Berthelot, bien que partielle en regard des différentes forces en œuvre et des particularités propres à chaque pays, a cependant le mérite de mettre en lumière la responsabilité de nos sociétés « du Nord » dans cet événement, et ainsi proposer des pistes pour le changement.

En 2007, la hausse du prix du pétrole entraîne une hausse de la demande en agrocarburants et donc de leur prix. Parmi ces derniers, on retrouve l'éthanol, qui pousse à la hausse la demande et le prix du maïs, ainsi qu'à l'augmentation des surfaces allouées à sa culture. Cela réduit les surfaces consacrées au blé et au soja (base pour l'alimentation animale), donc leur offre. Une hausse de leur prix en résulte. Les prix de la viande et des produits laitiers sont ainsi entraînés à leur tour dans cette spirale.

Attardons nous un peu sur les statistiques disponibles⁴. Sur la période de 2005-2006 à 2010-2011, la production mondiale de toutes les céréales a été supérieure en moyenne de 6,2 Millions de Tonnes (Mt) par an à la demande mondiale. Les années 2008-2009 et 2009-2010 ont été des années où la production a été très largement supérieure à la demande. Au moment de la crise, La production mondiale avait donc dépassé la demande, ce qui aurait du pousser les prix à la baisse. Au lieu de cela, comme cette surproduction a été injectée sur le marché des agrocarburants (même si un tiers des déchets de ce bioéthanol est réutilisé pour nourrir le bétail, et ne quitte donc pas vraiment le marché alimentaire), les prix ont littéralement flambé.

Il existe une corrélation entre les niveaux des stocks internationaux de toutes les matières premières (comme ici entre pétrole et viande, aux extrêmes de la réaction en chaîne), mais l'UE et les USA se sont bien gardés d'afficher leur responsabilité dans la baisse des stocks pour 2005-2006 à 2007-2008. Selon le Département de l'agriculture des USA (USDA), la baisse des stocks UE-USA a été supérieure de 36% à la baisse des stocks mondiaux (alors que dans le même temps, la Chine et l'Inde ont augmenté leurs stocks). Par la suite, de 2009-2010 à 2010-2011 (2ème flambée des prix sur laquelle nous continuons), la baisse des stocks céréaliers UE-USA expliquerait

⁴ Le site de l'United States Department of Agriculture est assez riche en informations: www.usda.gov

88% de la baisse des stocks mondiaux (la Chine a continué la hausse de ses stocks).

Une constitution de stocks régionaux d'urgence, si elle est nécessaire pour des raisons humanitaires évidentes, n'est en aucun cas une solution viable face aux défis des crises à venir (on pense notamment à la hausse inévitable des prix de l'énergie, aux changements climatiques qui altéreront les récoltes de façon imprévisible, etc.) Si c'est cette seule proposition – relativement peu engageante – qui est avancée au G20, c'est qu'elle ne remet pas en cause la croissance des prix qui profite aux pays exportateurs (USA, UE, pays du Mercosur, qui ont vu leurs revenus exploser avec la crise⁵). Après la crise de 2007-2008, les associations de défense du droit à l'alimentation appelaient en effet à un plafonnement des prix, chose impensable pour l'OMC et le G20, pourtant d'accord sur la nécessité de limiter la volatilité des prix. Ainsi, si l'Union Européenne et les Etats-Unis continuent à maintenir leurs stocks publics à de bas niveaux⁶, les prix resteront élevés et il sera difficile aux Pays en Développement de créer leurs propres stocks régionaux indépendants.

Jacques Berthelot propose, comme solution efficace et juste, l'instauration de stocks publics, qui feraient effet tampon lorsqu'un évènement viendrait pousser les prix du marché à la hausse. Les pays occidentaux sont souvent réticents envers cette idée (qui s'oppose à l'esprit d'une grande libéralisation et d'un marché autorégulateur) et préfèrent laisser faire le marché et investir dans des outils de gestion des risques. Ces derniers coûtent très cher, et rien ne prouve qu'il serait plus coûteux d'instaurer des stocks publics en Europe.

J. Berthelot insiste aussi sur la solution de fond qui consiste à garantir aux producteurs et

⁵ La hausse des prix des denrées de base ne profite pas à tous les producteurs (on pense aux éleveurs pour qui la hausse des prix des fourrages peut entraîner une augmentation de leurs coûts de production).

⁶ Il n'existe aujourd'hui pratiquement que des stocks privés.

productrices des prix rémunérateurs. Grâce aux stocks, les agriculteurs et agricultrices et surtout les petits/es paysan-es-s seraient davantage en mesure de dégager quelques marges qui leur permettraient de constituer leurs propres stocks et ainsi profiter eux-mêmes de la hausse des prix : ils pourraient décider du moment précis de la vente de leur production.

Ceci doit s'accompagner de la protection des autres industries. Par exemple, en Afrique où l'industrie textile est inexistante, 90% des textiles proviennent majoritairement de Chine, alors que le continent est grand producteur de coton. Voilà une niche qui pourrait fournir énormément d'emploi et qui a permis le décollage de beaucoup de pays du Sud.

Par ailleurs, il s'agit aussi, de façon urgente, de remettre en question la production de masse d'agrocarburants⁷, qui lie de façon extrêmement directe nos réservoirs, nos assiettes, et les ventres vides des populations pourtant productrices de nourriture.

Conclusion

Les pays occidentaux mènent une politique de libéralisation dans le secteur agricole qui a eu pour effet de réduire fortement les stocks publics⁸. Ces pays ne sont pas les seuls à vouloir libéraliser : des pays du Sud optent eux aussi pour une plus grande libéralisation (Chine, Argentine, Brésil par exemple). D'autre part, pour diverses raisons, les pays du Sud – qui pourraient se déclarer « victimes » de telles politiques – ne s'y opposent pas clairement non plus.

Devant l'ampleur de ces phénomènes relatifs au commerce international et du changement nécessaire (et, pensons-nous à tort, face à la

⁷ La production locale dans de petites unités d'exploitation agricole, basée sur une volonté d'autosuffisance, pourrait être, par contre, une solution à la crise énergétique à venir.

⁸ Il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a encore quelques années, grâce à la Politique Agricole Commune, l'Europe avait d'importants stocks qui servaient à réguler en limitant les oscillations des prix de chaque produit agricole dans une fourchette fixée politiquement.

perte de notre confort), nous pourrions être tentés de fuir. Mais nous pouvons agir notamment au quotidien, lors de chaque achat, qui est aussi un acte politique. Favoriser nos producteurs et productrices locaux et les circuits court, soutenir les initiatives qui couvrent les coûts de production et qui soient rémunérateurs pour le producteur, c'est décider de ne plus voter par confort mais voter pour l'espoir.

Par ailleurs, en matière de plaidoyer, il s'agit de défendre les stocks comme des instruments efficaces dans une stratégie de régulation des marchés. Les marchés agricoles doivent être régulés et ce, en faveur tant des agriculteurs/trices composant le secteur de l'agriculture paysanne et familiale que des consommateurs/trices au Nord et au Sud.